

Pascal Lamy ausculte la « névrose » française

Chômage, déficits, compétitivité : l'ex-patron de l'OMC appelle François Hollande à aller plus loin

Entretien

La France a toutes ses chances dans la mondialisation économique, où elle enregistre d'ailleurs nombre de réussites. L'Europe en est l'un des principaux acteurs, et le moyen que la France doit utiliser pour « civiliser la mondialisation » et défendre nombre des valeurs auxquelles elle est attachée et que personne ne lui demande d'abandonner.

Voilà le tableau que dresse de son pays un homme qui a eu tout loisir de l'observer depuis l'extérieur : Pascal Lamy, social-démocrate proclamé, a été, de 1999 à 2004, commissaire au commerce à Bruxelles et, de 2005 à 2013, directeur de l'Organisation mondiale du commerce à Genève.

Dans son essai *Quand la France s'éveillera* (Odile Jacob, 176 pages, 17,90 euros), il s'interroge sur les causes d'une dépression française qui conduit le pays à ne pas exploiter pleinement ses atouts à l'intérieur de l'Hexagone comme en Europe. M. Lamy appelle François Hollande à aller plus loin pour vaincre trois pathologies bien françaises : le chômage de masse, des déficits publics excessifs et une compétitivité en voie d'érosion.

Les Français sont les champions du monde du pessimisme et se vivent comme victimes de la mondialisation. Est-ce une attitude à ce point singulière ?

Les sondages sont connus : 60 % sont pessimistes sur l'avenir du pays et considèrent la mondialisation comme une menace ; et, parmi eux, 75 % des ouvriers et 30 % des cadres. Cela n'a pas d'équivalent ailleurs dans le monde. A la seule exception des Américains, dont beaucoup doutent aussi que le monde contemporain soit bon pour les Etats-Unis.

Comment l'expliquez-vous ?

Beaucoup a été écrit sur le sujet. Indéniablement, la pensée française du rapport au monde est fondée sur une ambition spécifique à la France, ce dont je crédite d'ailleurs notre culture nationale.

En même temps, la réalité est celle d'un monde où ce qui compte de plus en plus est la performance économique et sociale, en particulier pour les classes moyennes. Or la performance économique et sociale de la France fléchit depuis quinze ans, par comparaison avec la dynamique des autres pays majeurs.

Le pessimisme français résulte, à mon sens, de la distorsion entre cette ambition et la réalité : autrefois sujet de l'Histoire, la France se vit aujourd'hui comme dépossédée de son destin. Aussi longtemps que cette tension est articulée sur le refus du monde, notre GPS sera mal calé et cela ne pourra aller qu'en se dégradant.

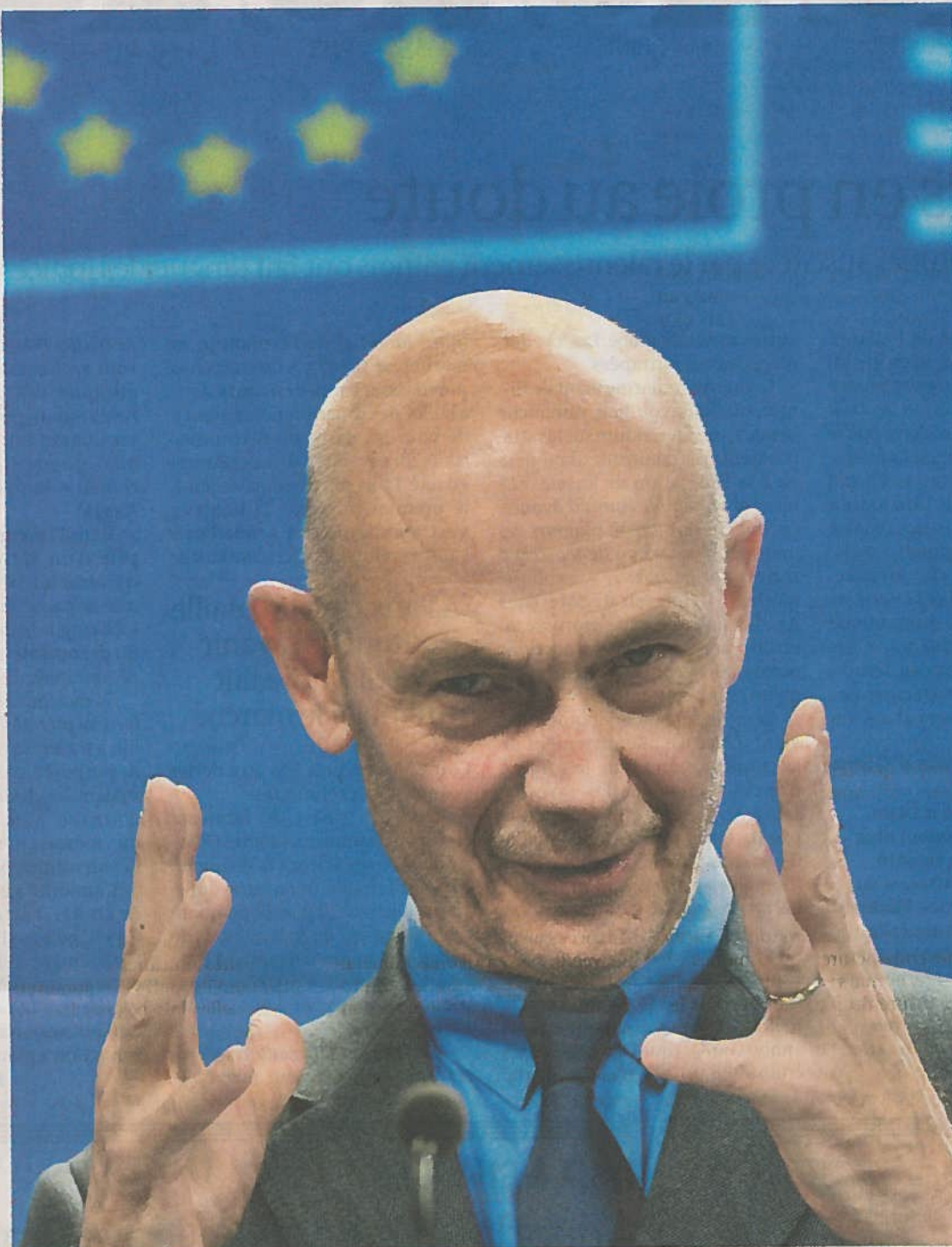
La réalité du pays est pourtant loin de la perception très sombre qu'en ont les Français...

Effectivement. C'est ce qui arrive quand on a le corps quelque part et la tête ailleurs. C'est le cœur de la névrose française : une partie du pays est mondialisée dans son corps, mais cette partie-là a renoncé à faire la pédagogie du rapport au monde et à l'Europe.

Dans le top 10 des entreprises européennes, vous trouvez cinq sociétés du CAC 40. Sauf qu'on les entend peu. Je reproche souvent aux dirigeants du patronat cette indifférence qui est dommageable pour le pays.

Que vous répondent-ils ?

Ils disent : « Indécrottables, nous n'avons pas de temps à perdre ! » En outre, les chefs d'entreprise ont affaire à des responsables politiques dont 80 % sont issus de l'administration ; cela crée un fossé culturel profond. Et vous pouvez y ajouter la faiblesse, criante, des think tanks français par rap-



Pascal Lamy, le 13 janvier, à Bruxelles. GEORGES GOBET/AFP

port à ce qui existe en Allemagne, en Italie, en Espagne ou en Grande-Bretagne, sans même parler des Etats-Unis. C'est un vrai problème qu'il y ait, en France, si peu de lieux de réflexion sur la réalité mondiale.

Vous estimez que ce rejet de la mondialisation est un alibi pour ne pas s'attaquer à nos faiblesses spécifiques. Lesquelles ?

Elles sont archiconnues. Le handicap institutionnel est patent : hyper-concentration au sommet d'un pouvoir d'Etat sacralisé, hyperatomisation à la base de pouvoirs locaux beaucoup trop faibles, en dépit de la décentralisation affichée. On retrouve le même grand écart dans l'organisation du tissu productif : quelques grands groupes internationaux d'un côté, 99 % de petites entreprises de l'autre, et trop peu d'entreprises intermédiaires entre ces deux mondes qui collaborent mal.

Comment corriger ces handicaps ?

D'une part, il faut une vraie décentralisation, qui donne davantage de responsabilités aux collectivités locales mais en supprimant effectivement les circuits étatiques correspondants, ce qui n'est pas le cas.

D'autre part, puisque l'abandon du système présidentiel serait vécu comme une régression démocratique, il faut l'utiliser : si la parole du grand chef est aussi importante, il faut que le grand chef offre au pays un récit mobilisateur.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui ?

Sur les trois problèmes étroitement liés et dont la pathologie est spécifique à la France – chômage de masse, déficits publics et érosion de notre compétitivité –, M. Hollande va dans le bon sens. Mais, selon moi, ni assez loin, ni assez fort.

Vous le lui dites ?

Que répond-il ?

Intellectuellement, il est tout à fait disponible pour ce genre d'analyse. Mais son cerveau politique est réglé sur d'autres longueurs d'ondes. Et c'est un politique absolu...

Quel serait un discours mobilisateur ?

Il faut expliquer le monde tel qu'il est, ni un enfer, ni un paradis. Puis il faut fixer une ambition qui soit compatible avec nos valeurs égalitaires et notre réticence aux injustices du capitalisme de marché mondialisé : cette ambition doit être d'entrer dans ce monde, de peser sur ses évolutions et de le civiliser.

« L'ambition de la France doit être d'entrer dans ce monde, de peser sur ses évolutions et de le civiliser »

Pour cela, nous avons un outil : l'Europe. Elle est un acteur majeur de la mondialisation, avec ses 500 millions d'habitants, le plus grand produit intérieur brut du monde et un modèle social beaucoup plus équilibré qu'ailleurs. Vue de l'extérieur, d'Asie ou d'Afrique par exemple, l'Union européenne reste perçue comme une novation historique sans équivalent.

Mais vous savez fort bien, et vous l'écrivez, que l'Europe est en panne de croissance, de gouvernance et de sentiment d'appartenance. Est-ce encore un levier efficace ?

Il faut être lucide sur le rapport de l'opinion publique à l'Europe. Le désenchantement est profond et

les Européens donnent le sentiment de ne plus savoir pourquoi ils sont ensemble. Mais l'Union n'en reste pas moins notre espace et notre chance géopolitiques. Pour la France, l'ambition de civiliser la mondialisation passe par l'Europe. **Croyez-vous vraiment que les prochaines élections européennes, fin mai, seront à la hauteur de cet enjeu ?**

Une partie de l'entreprise européenne a consisté à inventer une autre légitimité politique que celle des seuls Etats-nations. C'est un exercice difficile : lorsqu'on a instauré, en 1979, l'élection au suffrage universel du Parlement européen, on lui a octroyé cette légitimité. Or une légitimité, ça se conquiert dans le conflit, ça se fabrique dans les rapports de forces, ça se construit dans la négociation et le compromis.

C'est tout l'enjeu des élections européennes de mai, qui vont renouveler le Parlement et la Commission, c'est-à-dire deux des trois institutions majeures de l'Union qui fonctionnent selon le modèle, dominant en Europe, des coalitions politiques. Il est dommage que ce scrutin soit actuellement éclipsé en France par les municipales. Mais il est indispensable, là aussi, de réinventer un discours mobilisateur, capable de redonner un sens à cette aventure collective.

On vous sent toujours très mobilisé par cet horizon bruxellois. Que faut-il penser des rumeurs qui vous annoncent régulièrement dans un futur gouvernement, à Paris ?

Elles sont sans fondement. Ce n'est pas mon ambition et je ne pense pas que ce soit l'intention du président de la République. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
GÉRARD COURTOIS
ET ALAIN FRACHON

Prada acquiert la pâtisserie milanaise Angelo Marchesi

Le groupe de luxe italien Prada a annoncé, vendredi 14 mars, l'acquisition, à hauteur de 80 %, de la pâtisserie milanaise Angelo Marchesi, connue pour ses panettones et ses chocolats. Véritable institution, cette maison, située Corso Magenta, célèbre rue de Milan, et fondée en 1824, compte, selon Angelo Marchesi, qui conserve ses fonctions de directeur général, « assurer son développement en gardant ses principes de qualité et d'excellence ». De nouvelles boutiques devraient ouvrir d'abord à Milan, dans les nouveaux espaces de Prada dans le quartier Vittorio Emanuele II, puis à l'international. LVMH avait déjà investi dans ce secteur de Milan, en juin 2013, en achetant une autre pâtisserie, fondée en 1817, La Cova. ■ NICOLE VUL

AUTOMOBILE

Bénéfice record

pour Porsche en 2013

L'année écoulée a été la plus rentable de l'histoire de Porsche, bénéfice opérationnel de la marque détenue par Volkswagen qui présentait ses résultats 2013, vendredi 14 mars, à grimper de 6 %, à 2,58 milliards d'euros, matérialisant un taux de marge de 18 %. Dans ce contexte, près de 15 000 employés allemands du groupe de Stuttgart (sur un total de 19 500 dans le monde) vont attribuer un bonus de 8 200 euros, encore un peu supérieur à celui de l'année précédente. En 2014, la marque détenue par Volkswagen pourrait voir ses bénéfices ralentir malgré la hausse des ventes en hausse. Les coûts engendrés par des investissements dans de nouvelles technologies et de nouveaux modèles devraient peser sur ses comptes. ■

Electroménager Un contretemps dans la reprise de FagorBrandt par Cevital

La justice espagnole a rejeté l'offre de rachat des marques FagorBrandt déposée par le groupe algérien Cevital, principal candidat à la reprise du fabricant français d'électroménager. La suite d'un recours engagé par le gouvernement basque, qui indiquait, vendredi 14 mars, deux sources syndicales. Le rachat des marques était l'une des conditions suspensives posées par le gouvernement pour la reprise des actifs français. — (AFP.)

FINANCE

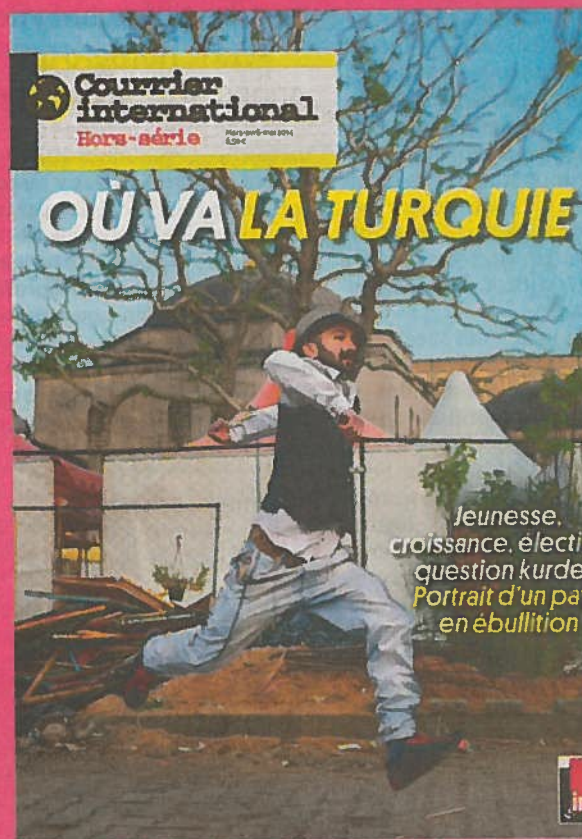
Libor : les Etats-Unis

lancent des poursuites

contre de grandes banques

Le scandale sur la manipulation du taux interbancaire Libor rebondi, vendredi 14 mars, avec l'annonce de poursuites judiciaires engagées aux Etats-Unis contre une série de grandes banques internationales, dont la Société générale, de grands noms de Wall Street comme JPMorgan Chase, Citigroup et Bank of America, mais aussi les banques suisses UBS et Credit Suisse, les britanniques HSBC, Royal Bank of Scotland, Lloyds et Barclays. Au total, 38 banques américaines de petite et moyenne taille, l'Age of America's Deposit Guaranty (FDIC) a porté plainte devant le tribunal de New York contre une douzaine de banques accusées d'entente « illicite ». Entre août 2007 et – au moins – mi-2013, ces banques auraient manipulé à leur avantage le Libor, un taux interbancaire crucial dans la finance internationale, au détriment de nombreux investisseurs américains à qui elles auraient causé « d'importantes pertes », selon la plainte. — (AFP.) ■

Le meilleur de la presse mondiale



Un hors-série

Courrier international